

Division des examens et concours

Rectorat
Division des Examens et Concours
DEC1

Limoges, le 8 Janvier 2024

Références :

Affaire suivie par : Bureau des BTS
Mail : dec-bts@ac-limoges.fr
Tél : 05.55.11.40.40

La Rectrice de l'académie de Limoges

à

Mesdames les rectrices
Messieurs les recteurs
Division des Examens et Concours

Objet : Circulaire nationale d'organisation du Brevet de Technicien Supérieur 2024
« **PILOTAGE DE PROCEDES** » code de spécialité 22003

Références :

- ❖ Code de l'éducation, Partie réglementaire, Livre VI, Titre IV, Chapitre III, section 1 relative au brevet de technicien supérieur créé par Décret n°2013-756 du 19 août 2013 ;
- ❖ Articles D. 643-10 à 12 du code de l'éducation relatifs au positionnement en vue de la préparation du brevet de technicien supérieur ;
- ❖ Articles D643-15 à 18 du code de l'éducation fixant les conditions de dispenses d'unités au brevet de technicien supérieur ;
- ❖ Articles D643-19 à 21 du code de l'éducation relatifs à la mise en œuvre du contrôle en cours de formation au brevet de technicien supérieur ;
- ❖ Arrêté du 24 juin 2005 fixant les conditions d'obtention de dispenses d'unités au brevet de technicien supérieur ;
- ❖ Arrêté du 11 février 2016 portant définition et fixant les conditions de délivrance du BTS « Pilotage de Procédés ».
- ❖ Arrêté du 4 avril 2017 relatif à l'adaptation des épreuves orales obligatoires de langues vivantes de BTS pour les candidats présentant une déficience auditive, une déficience du langage oral, une déficience de la parole ;

Division des examens et concours

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'académie de Limoges a été chargée par la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, de définir les modalités d'organisation du Brevet de technicien supérieur « Pilotage de Procédés » pour la session 2024.

Cette circulaire et ses annexes devront être communiquées le plus tôt possible aux établissements de formation (y compris ceux qui n'ont que des divisions de 1ère année) et portées à la connaissance des candidats isolés (**à l'exclusion des grilles d'évaluation**).

1. ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'EXAMEN

a. Calendrier

Le calendrier et les horaires d'épreuves de l'examen figurent en annexe 1 de la présente circulaire.

b. Convocation des candidats

Les convocations seront envoyées aux établissements d'inscription des candidats par l'académie pilote organisatrice de l'examen.

c. Centres d'examen

Le recteur de chaque académie rattachée déterminera le nombre de centres d'examen à ouvrir et en informera l'académie pilote organisatrice de l'examen.

Un centre d'examen, a minima, est ouvert dans les académies ayant une section de deuxième année.

d. Surveillance des épreuves

La surveillance des épreuves est placée sous la responsabilité des chefs d'établissement centres d'examen : ceux-ci devront désigner et convoquer le personnel enseignant qui assurera cette tâche.

Lorsque le centre d'examen reçoit les candidats d'un autre établissement, ce dernier communique systématiquement au centre d'examen, le nom des surveillants qu'il lui adressera pour prendre sa part dans l'organisation de l'examen.

L'établissement d'origine procède de même lorsque dans le cadre d'un aménagement d'épreuve(s), un candidat est autorisé à recourir à un secrétaire ou un assistant.

e. Fraude à l'examen

Le décret n°2020-652 du 28 mai 2020 fixe les dispositions relatives à la procédure disciplinaire applicable aux candidats au brevet de technicien supérieur.

f. Acheminement des copies et des documents d'évaluation

Les copies qui font l'objet d'une correction dématérialisée sur SANTORIN devront être numérisées après les épreuves selon les dispositions arrêtées par l'académie d'origine des candidats pour ce qui est des centres de numérisation. L'académie pilote définit la période de correction. Les copies qui font l'objet d'une correction sur place seront adressées par chaque centre d'écrit selon les modalités définies par l'académie pilote organisatrice.

Les centres d'épreuves orales devront, à l'issue des interrogations orales, retourner les bordereaux de

Division des examens et concours

notation et les grilles d'évaluation au centre de jury de délibération selon les modalités définies par l'académie pilote organisatrice dans le tableau de service.

g. Anonymat

L'anonymat des copies dont la correction n'est pas dématérialisée (épreuve E52) est effectué par chaque établissement centre d'examen. Les annexes à rendre avec la copie seront agrafées par le surveillant "en bas de copie" sans aucune identité du candidat.

Pour les copies dont la correction est dématérialisée sur SANTORIN, l'anonymisation est automatique.

h. Corrections

Les modalités de correction seront précisées par l'académie pilote.

2. LIVRETS SCOLAIRES, PAPETERIE, DOCUMENTS AUTORISES ET MATIERE D'ŒUVRE

a. Livret scolaire (modèle joint en annexe 2) :

Il convient d'inviter les établissements à respecter scrupuleusement le modèle du livret scolaire, dans un souci d'uniformité de présentation (en particulier l'ordre et la disposition des rubriques figurant sur les courbes élèves/classes).

b. Papèterie

Les instructions relatives aux questions de papèterie, matière d'œuvre seront fournies par le bureau compétent au sein de chaque académie.

Pour toutes les épreuves écrites à l'exception de l'E52, les candidats devront composer sur une copie

CCYC : ©DNE
CYCLADES SANTORIN adaptée à la numérisation.

Les documents autorisés seront précisés sur le sujet.

3. INSTRUCTIONS RELATIVES AUX MODALITÉS DE CORRECTIONS ET D'INTERROGATIONS

a. Participation des correcteurs et interrogateurs

Les commissions de correction et d'interrogation seront constituées et convoquées par l'académie pilote. Tout professeur désigné par les services pour participer, soit à des travaux de correction, soit à des interrogations orales, doit nécessairement accomplir les missions pour lesquelles il a été convoqué.

En conséquence, je vous demanderai de saisir immédiatement les services concernés de la défection éventuelle, pour un cas de force majeure, d'un de vos professeurs.

D'autre part, toute personne présentant un certificat médical afin d'être dispensée du service d'examen pourra être soumise à une contre-visite de la part d'un médecin agréé.

Je vous rappelle enfin qu'en aucune façon un examinateur ne peut interroger ses propres élèves, ni les professionnels leurs propres stagiaires. Les membres qualifiés de la profession qui participeront aux jurys

Division des examens et concours

d'interrogations seront convoqués par l'académie organisatrice.

b. Notes, appréciations et attitude des correcteurs et interrogateurs

Il est demandé et attendu des correcteurs et des interrogateurs de :

- faire apparaître les éléments d'appréciation à l'emplacement réservé à cet effet,
- proscrire absolument toute appréciation non liée à l'évaluation d'une connaissance ou d'une compétence dans le domaine évalué,
- compléter la note – en particulier et obligatoirement lorsque celle-ci est en dessous de la moyenne - d'une appréciation littérale explicite et en rapport,
- renseigner et compléter toutes les rubriques des grilles de notation.

Les fiches ou grilles de validation et d'évaluation présentées en annexe(s) précisent les éléments à évaluer tels qu'ils figurent dans les définitions des différentes épreuves.

Ces différentes fiches ou grilles doivent être utilisées selon les préconisations définies dans le document « référentiel de certification » du règlement du diplôme.

Les fiches dûment renseignées seront remises, après les épreuves, au(x) centre(s) de corrections et de délibération. Elles seront conservées par les services académiques, au même titre que les copies, pendant un an.

Elles sont – sauf mention spécifique contraire – communicables (Droit d'accès aux documents administratifs) en cas de demande ou réclamation des candidats et sous réserve que les indications nominatives relatives au jury soient occultées ou détachées conformément à la réglementation.

4. INFORMATIONS PROPRES AUX ÉPREUVES

a. ÉPREUVE E1 – Culture générale et expression.

Il convient de se reporter à l'arrêté du 16 novembre 2006 relatif aux objectifs, contenu de l'enseignement et référentiel des capacités de ce domaine et à la note de service du 20 février 2023 fixant les thèmes concernant l'enseignement de culture générale et expression en 2^{ème} année de BTS en vue de la session 2024 (BO n°11 du 16 mars 2023).

b. ÉPREUVE E2 : Langue vivante - Anglais

Important : les bureaux d'organisation veilleront, à la mise en œuvre des dispositions définies par l'arrêté du 4 avril 2017 relatif à l'adaptation de certaines épreuves ou parties d'épreuves obligatoires de langue vivante étrangère à l'examen du BTS pour les candidats présentant une déficience auditive, une déficience du langage oral, une déficience de la parole. Ces dispositions sont transposables et applicables au Contrôle en Cours de Formation (CCF).

L'arrêté du 22 juillet 2008 (B.O. n° 32 du 28 août 2008) a mis en place de nouvelles dispositions concernant l'évaluation des langues vivantes des B.T.S. industriels.

Division des examens et concours

Pour les candidats de la voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat ou en formation professionnelle continue dans les établissements publics habilités, CFA ou GRETA, l'évaluation est passée en contrôle en cours de formation avec deux situations d'évaluation de poids équivalent :

- Première situation d'évaluation : évaluation de la compréhension de l'oral : durée 30 minutes maximum sans préparation, au cours du deuxième trimestre de la deuxième année.
- Deuxième situation d'évaluation : évaluation de la production orale en continu et de l'interaction au cours du deuxième et du troisième trimestre de la deuxième année (durée 15 min + 30 min de préparation) :

Pour les autres candidats (individuels ou scolarisés dans un établissement hors contrat ou non habilité), l'évaluation prend la forme d'une épreuve orale ponctuelle de 45 minutes. Cette épreuve est scindée en deux parties :

- Compréhension de l'oral : 30 minutes sans préparation pour 3 écoutes espacées de 2 minutes d'un document audio ou vidéo dont le candidat rendra compte en français, par écrit ou oralement (modalités identiques à la première situation d'évaluation en C.C.F.)
- Expression orale en continu et en interaction : 15 minutes assorties d'un temps de préparation de 30 minutes (modalités identiques à la seconde situation d'évaluation en C.C.F.)

Pour la définition plus précise des modalités de cette épreuve, se référer à l'arrêté précité.

En application de la note du Ministère de l'Enseignement Supérieur (DGESIP n°2012-0323 du 12 septembre 2012), l'épreuve orale ponctuelle de LV1 sera organisée par chacune des académies d'origine des candidats. Ces académies arrêtent les lieux, dates et heures des convocations et convoquent les candidats.

c. EPREUVES E3 : mathématiques et physique chimie.

Les épreuves de mathématiques et physique chimie sont dissociées. Conformément à la note de service n°2014-0009 du 20 juin 2014, il n'y a plus de formulaire joint dans l'épreuve de mathématiques.

i. Épreuve E31 : mathématiques

Pour les candidats de la voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat ou en formation professionnelle continue dans les établissements publics habilités, CFA ou GRETA, l'évaluation est passée en contrôle en cours de formation. Le contrôle en cours de formation comporte deux situations d'évaluation. Chaque situation d'évaluation, d'une durée de cinquante-cinq minutes, fait l'objet d'une note sur 10 points, coefficient 1. La première situation doit être organisée avant la fin de la première année et la seconde avant la fin de la deuxième année.

À l'issue de la seconde situation d'évaluation, l'équipe pédagogique adresse au jury la proposition de note sur 20 points, accompagnée des deux grilles d'évaluation. Les dossiers décrits ci-dessus, relatifs aux situations d'évaluation, sont tenus à la disposition du jury et des autorités académiques jusqu'à la session suivante. Le jury peut en exiger la communication et, à la suite d'un examen approfondi, peut formuler toutes remarques et observations qu'il juge utile pour arrêter la note.

Pour les autres candidats (individuels ou scolarisés dans un établissement hors contrat ou non habilité), l'évaluation prend la forme d'une épreuve ponctuelle écrite d'une durée de deux heures.

Division des examens et concours

Les sujets comportent deux exercices de mathématiques. Ces exercices portent sur des parties différentes du programme et doivent rester proches de la réalité professionnelle. Il convient d'éviter toute difficulté théorique et toute technicité mathématique excessives.

ii. Épreuve E32 : physique chimie

Pour les candidats de la voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat ou en formation professionnelle continue dans les établissements publics habilités, CFA ou GRETA, l'évaluation s'effectue en Contrôle en cours de formation

Il s'effectue sur la base de deux situations d'évaluation contextualisées se déroulant au laboratoire.

- Première situation d'évaluation : durée 2 heures maximum - coefficient 1. Cette situation d'évaluation se déroule au premier semestre de la deuxième année de formation.
- Seconde situation d'évaluation : durée 2 heures maximum - coefficient 1. Cette situation d'évaluation se déroule au deuxième semestre de la deuxième année de formation.

Pour les autres candidats (individuels ou scolarisés dans un établissement hors contrat ou non habilité), l'évaluation prend la forme d'une épreuve ponctuelle écrite d'une durée de 2 heures. Le sujet sera mis à disposition des académies par l'académie de Limoges, pilote sujet du BTS « Pilotage de procédés ».

Le sujet de physique et chimie comporte des exercices qui portent sur différentes parties du programme en lien avec les disciplines technologiques et professionnelles du BTS pilotage des procédés. Le contexte d'étude prend appui sur un système technique, ou partie d'un système technique. L'épreuve porte sur le référentiel de l'ensemble du cursus, mais on ne s'interdit pas, si cela s'avère nécessaire, de faire appel à toute connaissance acquise antérieurement et supposée connue.

d. EPREUVE E4 : QHSSE

Cette épreuve nationale ponctuelle écrite d'une durée de quatre heures est partagée en trois parties et permet d'apprécier, à partir d'éléments techniques relatifs à un processus, l'aptitude du candidat à :

- Mettre en œuvre le QHSSE ;
- Planifier une intervention ;
- Procéder à une analyse de risque et proposer des solutions.

Le sujet sera mis à disposition des académies par l'académie de Limoges, pilote sujet du BTS « Pilotage de procédés ».

e. EPREUVES E5 : Conduite de processus

Le support de l'épreuve doit avoir une dimension industrielle et d'un niveau d'installation complexe, mettant en œuvre plusieurs opérations unitaires ou de traitement.

Les grilles nationales, en annexes 3 et 4, permettent l'évaluation de tout ou partie des compétences, définies par le référentiel, avec comme critères mesurables les indicateurs de performances au regard des colonnes NE, 1, 2, 3 et 4.

Division des examens et concours

- 1 : *Maitrise insuffisante (non acquis) ;*
- 2 : *maitrise fragile ;*
- 3 *maitrise satisfaisante ;*
- 4 : *très bonne maitrise (acquis totalement).*

Il est nécessaire d'évaluer au plus près des exigences attendues les actions réalisées par chaque candidat avec souplesse et bienveillance.

i. Epreuve E51 : pilotage de la production

Cette épreuve permet d'évaluer en pratique les aptitudes du candidat à assurer des opérations de pilotage d'un processus en centre de formation ou en entreprise. Dans la conduite du processus, il est entendu toute ou partie des activités suivantes :

- Collecter des données ;
- Conduire le processus ;
- Arrêter ou démarrer le processus ;
- Maintenir le processus ;
- Procédé.

Déroulé de l'épreuve :

Le déroulé de l'épreuve devra permettre la différenciation de plusieurs temps d'évaluation. La durée de chaque temps est à mesurer en fonction du processus. Si le candidat rencontre des difficultés dans un temps, il est souhaitable de lui permettre de passer au temps suivant. L'évaluation tiendra compte de l'aide apportée par l'examineur.

Pour les candidats de la voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat ou en formation professionnelle continue dans les établissements publics habilités, CFA ou GRETA, l'évaluation s'effectue en contrôle en cours de formation sous la forme d'une évaluation pratique.

La période choisie pour l'évaluation pouvant être différente pour chacun des candidats, son choix, l'élaboration de la situation d'évaluation et l'organisation de son déroulement relèvent de la responsabilité de l'équipe pédagogique de l'établissement de formation. **Elle s'effectuera lors du dernier semestre de la formation.** Elle se réalise sur un processus présent dans le centre de formation **pour une durée maximum de 6 heures.**

Pour les autres candidats (individuels ou scolarisés dans un établissement hors contrat ou non habilité), l'évaluation prend la forme d'une évaluation ponctuelle pratique. L'épreuve est une épreuve pratique portant sur les mêmes compétences que l'évaluation en contrôle en cours de formation. Elle se réalise sur un processus présent dans le centre de formation ou en entreprise pour une **durée maximum de 6 heures**. Cette évaluation est proposée par le centre d'examen en fonction des équipements présents sur les plateaux techniques

Pour les candidats extérieurs à l'établissement ou au centre de formation, une possibilité de présentation du process peut être envisagée à sa demande.

ii. Epreuve E52 : analyse et gestion de la production

Cette épreuve écrite permet d'apprécier, à partir d'éléments techniques relatifs à un processus, l'aptitude du candidat à :

Division des examens et concours

- Traiter des données ;
- Calculer, modifier et justifier des paramètres ;
- Organiser la production.

Déroulé de l'épreuve :

Partie 1 : Justification ou modification des paramètres du processus

Partie 2 : Organisation et planification de la production :

Pour les candidats de la voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat ou en formation professionnelle continue dans les établissements publics habilités, CFA ou GRETA, l'évaluation s'effectue en contrôle en cours de formation sous la forme d'une **épreuve écrite d'une durée de 3 heures**.

La période choisie pour l'évaluation pouvant être différente pour chacun des candidats, l'élaboration de la situation d'évaluation et l'organisation de son déroulement relèvent de la responsabilité de l'équipe pédagogique de l'établissement de formation. Elle s'effectuera lors du **dernier semestre de la formation**.

Pour les autres candidats (individuels ou scolarisés dans un établissement hors contrat ou non habilité), l'évaluation prend la forme d'une évaluation ponctuelle écrite d'une **durée de 3 heures**. Dans ce cadre précis, le sujet sera à la charge de chaque académie et sera rédigé en prenant en compte les impératifs du référentiel. Les supports d'évaluation en contrôle en cours de formation pourront servir de base de travail pour l'élaboration des sujets.

f. EPREUVE E6 : épreuve Professionnelle de Synthèse

L'évaluation de l'épreuve E6 est partagée entre la grille d'appréciations du tuteur en entreprise pour 1/3 de la note et par le rapport de stage et sa présentation pour les 2/3 restants.

Les grilles d'évaluation sont en annexes 5.1, 5.2 et 5.3

Concernant le rapport d'activité, tous les candidats déposeront, dans leur centre de formation qui les communiquera aux examinateurs désignés, leur rapport d'activité en milieu industriel en respectant les délais indiqués dans le tableau de service de l'académie pilote.

Le contrôle de conformité du rapport est effectué selon des modalités définies par les autorités académiques avant l'interrogation. La constatation de non-conformité du rapport entraîne l'attribution de la mention « non valide » à l'épreuve correspondante. Le candidat, même présent à la date de l'épreuve, ne peut être interrogé. En conséquence, le diplôme ne peut lui être délivré.

En l'absence le jour de l'interrogation du rapport d'activités du candidat, le jury interroge néanmoins le candidat sur son stage.

L'attribution de la note est réservée dans l'attente d'une nouvelle vérification mise en œuvre selon des modalités définies par les autorités académiques. Si, après vérification, le rapport réalisé par le candidat est déclaré non conforme, la mention « non valide » est portée à l'épreuve.

La non-conformité du rapport réalisé par le candidat peut être prononcée dès lors qu'une des situations suivantes est constatée :

- absence de dépôt du dossier réalisé par le candidat ;

Division des examens et concours

- dépôt du dossier réalisé par le candidat au-delà de la date fixée par la circulaire d'organisation de l'examen ou de l'autorité organisatrice.

Concernant la partie orale, l'ordre de passage des candidats pour l'épreuve professionnelle de synthèse sera affiché dans chaque centre d'examen une semaine avant le début des épreuves orales.

Lors de l'épreuve orale, le candidat présente au jury son projet d'amélioration du processus et sa participation au management qu'il a développés dans son rapport de stage. La pondération entre ces deux épreuves est de 2/3 pour la première partie et de 1/3 pour la seconde partie.

Cette présentation d'une durée de 30 minutes maximum, dont 5 minutes en anglais sur la partie introduction du rapport de stage, sera suivie d'un échange avec le jury pendant une durée de 30 minutes maximum, dont 5 minutes en anglais sur la partie introduction. Le candidat utilise les moyens de communication qu'il jugera les plus adaptés.

Le jury d'évaluation du candidat est constitué :

- d'un enseignant (ou formateur) de l'enseignement professionnel ;
- d'un enseignant chargé de l'enseignement de l'anglais ;
- d'un enseignant chargé de l'enseignement du management ;
- d'un représentant professionnel.

En l'absence du représentant professionnel, le jury d'évaluation peut règlementairement assurer l'évaluation.

Pour les candidats issus de la formation professionnelle continue en situation de perfectionnement ou qui se présentent au titre de leur expérience professionnelle ou ayant échoué à une session antérieure de l'examen et qui ne suivent pas de nouvelle formation, et les candidats de la formation à distance :

L'épreuve qui conserve les mêmes objectifs, a comme unique support d'évaluation un dossier technique (30 pages maxi) relatif à un projet d'amélioration du processus et un dossier d'étude (15 pages maxi) relatif à sa participation au management de l'entreprise.

La partie relative à l'évaluation du tuteur en entreprise est reprise dans le cadre unique de la présentation orale de ses deux dossiers.

Pour ces candidats, l'épreuve se déroule dans un établissement public comportant une section de techniciens. Les annexes 5.2 et 5.3 permettent l'évaluation de chaque compétence (définies pour les épreuves E61 et E62) au regard des colonnes NE, 1, 2, 3 et 4.

1 : Maîtrise insuffisante (non acquis), 2 : maîtrise fragile, 3 maîtrise satisfaisante, 4 : très bonne maîtrise (acquis totalement).

Il est nécessaire d'évaluer au plus près des exigences attendues les actions réalisées par chaque candidat avec souplesse et bienveillance.

g. EPREUVE FACULTATIVE : engagement étudiant

Arrêté du 23 septembre 2020 portant définition de l'unité facultative « engagement étudiant » du brevet de technicien supérieur prévue à l'article D. 643-15-1 du code de l'éducation
NOR : ESR2019793A

Division des examens et concours

L'épreuve vise à évaluer les compétences, connaissances et aptitudes acquises par le candidat dans l'exercice des activités mentionnées à l'article L. 611-9 du code de l'éducation : bénévolat dans une association, activité professionnelle dans tout type d'organisation, engagement citoyen selon les modalités prévues.

Pour le BTS Pilotage des procédés, cette épreuve est associée à l'unité U6 Rapport d'activités en milieu professionnel.

LE DOSSIER

Le formulaire de demande de reconnaissance de l'engagement étudiant devra être annexé au dossier de l'épreuve support et fera l'objet d'un contrôle de conformité, selon les modalités définies par l'académie pilote chargée de l'organisation de ces spécialités de BTS.

En l'absence de cette fiche, l'épreuve ne peut pas se dérouler.

DEFINITION DE L'ÉPREUVE - Épreuve orale, 20 minutes sans préparation (forme ponctuelle, CCF)

Il s'agit d'une situation d'évaluation orale d'une durée de 20 minutes qui prend la forme d'un exposé (10 minutes) puis d'un entretien avec la commission d'évaluation (10 minutes).

Cette épreuve prend appui sur une fiche d'engagement étudiant servant de support d'évaluation au jury, présentant une ou plusieurs activité(s) conduite(s) par le candidat.

L'exposé doit intégrer :

- la présentation du contexte ;
- la description et l'analyse de(s) activité(s) ;
- la présentation des démarches et des outils ;
- le bilan de(s) activité(s) ;
- le bilan des compétences acquises.

LA COMMISSION D'INTERROGATION

La composition de la commission d'évaluation est la même que celle de l'épreuve obligatoire support.

5. UNITÉS ÉVALUÉES EN COURS DE FORMATION (établissements habilités)

a. Rappels généraux

Le Contrôle en Cours de Formation est une modalité d'évaluation certificative, c'est-à-dire une évaluation réalisée en vue de la délivrance d'un diplôme.

Le CCF porte sur les compétences, les connaissances et les attitudes dites "terminales" qui sont définies

Division des examens et concours

dans l'arrêté de création de chaque diplôme professionnel et qui sont regroupées au sein d'unités.

Le CCF est une modalité qui implique une plus grande individualisation de l'enseignement centré sur l'acquisition des compétences. Il confère aux enseignants une autorité sur l'évaluation certificative et une responsabilité vis-à-vis de l'ensemble de la communauté éducative.

Le contrôle en cours de formation repose sur 4 principes généraux :

- Les candidats sont évalués pendant leur formation lorsqu'ils ont acquis un bloc significatif de compétences représentatives de la formation. Les moments d'évaluation sont donc variables selon les centres de formation et selon les étudiants ;
- Les évaluations sont effectuées par les formateurs – enseignants et/ou professionnels ayant accompagné le candidat durant sa formation ;
- Les évaluations portent sur des compétences terminales figurant dans le référentiel de certification du diplôme ;
- Les compétences sont contrôlées par sondage, dans les unités de certification éligibles au contrôle en cours de formation.

Le CCF concerne les établissements accueillant les étudiants préparant le BTS « Pilotage de Procédés » par la voie scolaire dans un établissement public ou privé sous contrat, la voie de l'apprentissage dans un établissement habilité, ou la voie de la formation professionnelle continue dans un établissement public habilité.

Les procédures d'habilitation sont arrêtées par chaque académie conformément à la réglementation en vigueur. De même, les candidats des établissements publics et privés sous contrat, des CFA ou section d'apprentissage habilités, de la formation professionnelle continue dans les établissements publics habilités, peuvent être contraints de passer l'épreuve sous sa forme ponctuelle, sur décision rectoriale, en cas de dysfonctionnements constatés dans le respect des modalités de mise en œuvre du CCF.

b. Dispositions particulières

Pour chacune des unités évaluables en cours de formation (CCF), il convient de se reporter au référentiel du diplôme qui précise le nombre et la nature des situations d'évaluation.

Les établissements habilités organiseront les évaluations de telle sorte que les documents, qui pourraient être éventuellement demandés par le jury, puissent être mis à sa disposition à une date qui sera arrêtée par le recteur de chaque académie pilote.

Les notes qui sont proposées aux évaluations en CCF ne doivent en aucun cas être communiquées aux candidats.

Ces propositions de notes ainsi que l'ensemble des documents, relatifs aux situations d'évaluation proposées sont communiquées au jury à une date qui sera arrêtée par madame la rectrice ou monsieur le recteur de chaque académie organisatrice.

Seul le jury est habilité à arrêter les notes définitives.

6. ORGANISATION DU JURY DE DÉLIBÉRATION

La délibération du jury se déroulera suivant les modalités indiquées dans le tableau de service qui sera envoyé par l'académie pilote. Le jury de délibération est désigné par arrêté du recteur de l'académie pilote conformément aux dispositions de l'article D643-41 du Code de l'Éducation. Tous les documents

Division des examens et concours

propres à éclairer la décision du jury lui sont transmis. Les chefs d'établissements feront parvenir les livrets scolaires (annexe II) au Rectorat de l'Académie de Rouen, suivant les modalités du tableau de service qui sera envoyé par l'académie pilote. Le jury arrête les notes des épreuves en CCF à partir de l'harmonisation des notes proposées, effectuée préalablement par une commission émanant du jury. Un secret absolu doit être observé sur les délibérations. Aucun résultat ne doit être communiqué avant la date de publication officielle fixée par les services académiques pilotes. Les résultats définitifs seront publiés selon les délais et modes choisis par chacune des académies organisatrices.

**Pour la rectrice et par délégation,
La responsable de la division des examens
et concours,**



Marylène VALAGEAS